

La mondialisation a favorisé l'émergence de nouvelles puissances économiques, avec au premier rang la Chine, qui a profité de façon spectaculaire de son insertion dans les échanges commerciaux. Bien que leur niveau de vie soit toujours très inférieur aux standards occidentaux, les « BRIC » – Brésil, Russie, Inde et Chine –, de par leur dynamisme et leur importance démographique, sont devenus des poids lourds de l'économie mondiale, revendiquant à juste titre un rôle accru au sein des institutions internationales et des forums économiques. Christine Riffart fait le point sur l'affirmation de ces grands émergents sur la scène internationale, qui s'est renforcée avec la crise. Si les BRIC y occupent désormais une place plus conforme à leur poids économique, leurs difficultés de coopération ainsi que la réticence des puissances occidentales à partager leur *leadership* ralentissent ce rééquilibrage des pouvoirs.

Problèmes économiques

L'émergence des BRIC : le *leadership* occidental bousculé ?

© CHRISTINE RIFFLART

Économiste OFCE-Centre de recherche
en économie de sciences Po

Depuis une vingtaine d'années, la montée en puissance des BRIC sur la scène internationale s'accompagne de changements majeurs dans l'ordre économique et financier international hérité de l'après-guerre. Longtemps figé dans une représentation bipolaire entre l'Occident et le Bloc soviétique, le monde est aujourd'hui multipolaire, assis sur de nouvelles puissances qui veulent participer à la gouvernance mondiale et revendiquent leur place. La puissance économique qu'elles ont acquise au fil des années leur confère cette légitimité. Leur ambition est de peser sur la scène internationale pour faire entendre

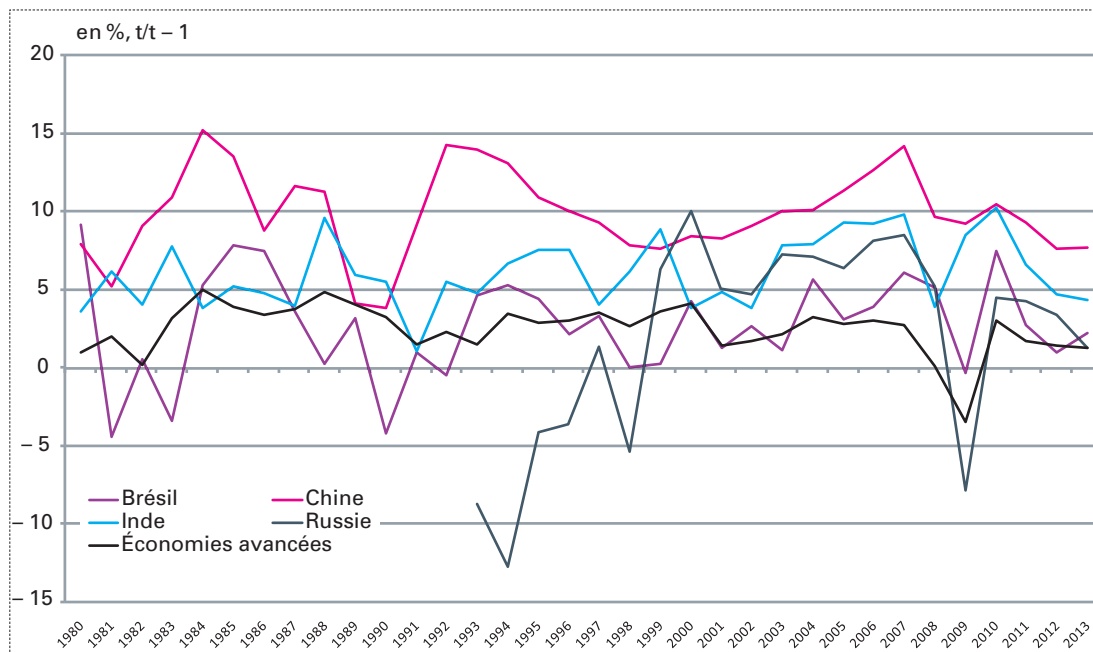
leurs intérêts et s'opposer à la suprématie occidentale. Si ce rééquilibrage des zones de pouvoir est bien en cours, il peine toutefois à s'imposer, entre d'une part des *leaders* occidentaux qui veulent conserver leur rôle et d'autre part de jeunes économies qui trouvent difficilement leur unité.

Des puissances économiques incontournables

En 2013, les BRIC comptent 3 milliards d'habitants, soit 40 % de la population mondiale, et réalisent plus de 27 % du PIB mondial en PPA¹. Comparativement, les États-Unis, première puissance mondiale, comptent un peu plus de 300 millions d'habitants et produisent 19 % de la richesse mondiale, tout comme l'Union européenne (UE). Tout autant que leur place au sein de l'économie

^[1] Le taux de change en PPA (parité de pouvoir d'achat) sert à égaliser le prix d'un panier de biens entre deux pays. Il est différent d'un taux de change de marché.

1. Croissance du PIB des BRIC et des économies avancées (en %)



Source : FMI.

mondiale, c'est leur dynamisme qui frappe. En 1992, les BRIC ne représentaient que 15 % du PIB mondial, contre respectivement 23 % et 26 % pour les États-Unis et l'UE. En dollars courants, l'émergence des BRIC est encore plus spectaculaire : leur part dans l'économie mondiale est passée entre 1992 et 2013 de 5 % à 21 % quand celles des États-Unis et de l'UE déclinaient respectivement de 27 % à 23 % et de 33 % à 23 %. Avec des taux de croissance moyens annuels supérieurs à 10 % en Chine, de 7,5 % en Inde, 4,3 % en Russie et 3,5 % au Brésil au cours des dix dernières années, leur dynamisme contraste avec les piètres performances des économies occidentales.

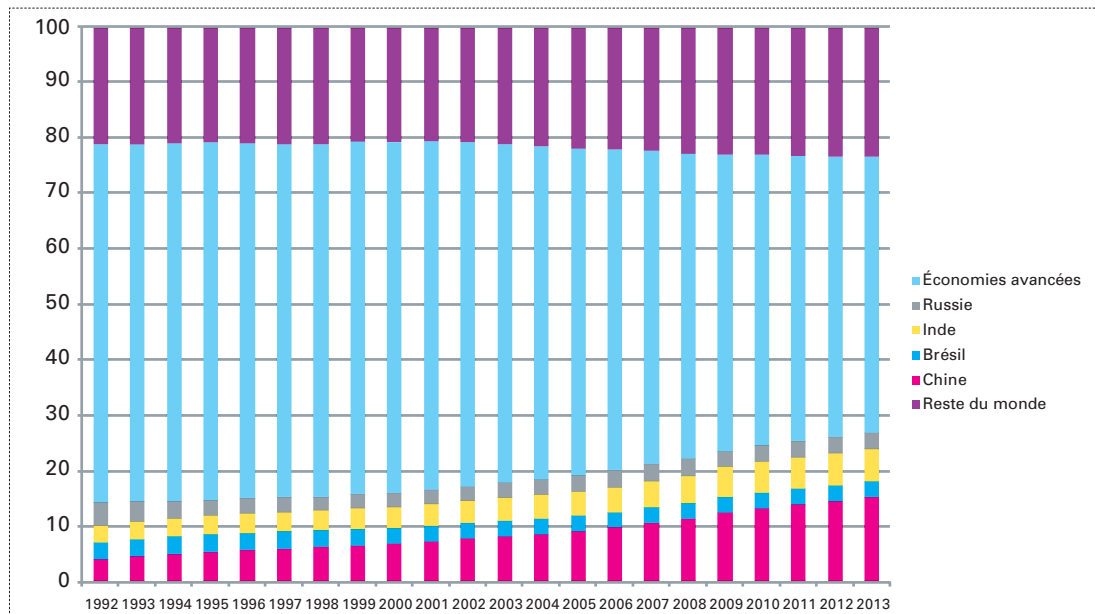
Les BRIC ont également en commun de couvrir de vastes territoires (un quart de la surface terrestre) éclatés sur trois continents. Si l'on ajoute l'Afrique du Sud, qui leur est ponctuellement associée – on parle alors des BRICS –, tous les continents du Tiers Monde sont représentés. Chacun revendique le *leadership* régional, avec plus ou moins

de succès : le Brésil sur l'Amérique latine, la Chine sur l'Asie de l'Est, l'Inde sur l'Asie du Sud, et la Russie sur l'ex-empire soviétique. Ils possèdent d'importantes ressources en matières premières, qu'elles soient agricoles, minérales ou énergétiques.

Très intégrés à l'économie mondiale, ces pays ont tiré parti de la mondialisation pour développer leurs échanges et attirer des capitaux étrangers. D'anciens pays ateliers ou simples fournisseurs de matières premières, ils sont devenus de dangereux concurrents pour les pays du Nord. L'essor des classes moyennes, effectif depuis dix ans au Brésil, plus récent en Chine et potentiel en Inde, ouvre également de nouvelles perspectives de débouchés aux vieilles économies occidentales dont les marchés intérieurs sont saturés.

Les BRIC sont pourtant loin d'être homogènes. Avec un PIB supérieur de 30 % à celui des trois autres pays réunis, la Chine demeure le géant du groupe. Deuxième puissance mondiale, elle produit 15,4 % de la richesse mondiale,

2. Poids des BRIC et des économies avancées dans l'économie mondiale (en % du PIB mondial) (*)



(*) mesuré à partir des taux de change PPA

Source : FMI.

contre 2,9 % pour le Brésil et la Russie respectivement. À sa puissance économique s'ajoute une puissance commerciale (les exportations chinoises représentent 10,6 % des exportations mondiales en 2013, devant les États-Unis), financière (avec 4 000 milliards de dollars, le pays détient 90 % des réserves de change des BRIC, soit un quart des réserves de change mondiale) et enfin militaire. Avec plus de 1,3 milliard d'habitants, la Chine est aussi le pays le plus peuplé. Mais face à l'évolution démographique de son voisin indien, elle devrait être dépassée sur ce point dans les dix prochaines années. Le Brésil, et plus encore la Russie, font figures de petits pays avec 198 et 143 millions d'habitants respectivement. Enfin, aussi imposants soient-ils, ces pays connaissent d'importants écarts de développement. Avec un revenu par habitant de 17 884 dollars PPA en 2013, le niveau de vie de la population russe est deux fois plus élevé qu'au Brésil et en Chine et 4,5 fois plus élevé qu'en Inde.

Si la montée en puissance des BRIC a fini par les imposer sur la scène internationale, c'est probablement à la lumière de la crise économique et financière qui sévit depuis 2007-2008 qu'il faut comprendre le basculement qui s'est opéré ces dernières années en leur faveur. La mise en faiblesse des économies du Nord face aux jeunes économies émergentes du Sud a accéléré le nécessaire rééquilibrage des pouvoirs dans les rapports internationaux, dominés depuis l'après seconde guerre mondiale par les grandes économies occidentales.

Les BRIC dans les instances internationales : des revendications et quelques résultats

Depuis une dizaine d'années, les revendications des BRIC en faveur d'un rééquilibrage des pouvoirs dans les grandes instances

internationales passent par une présence accrue dans les forums et les grandes organisations officielles.

Le G20 et l'OMC

À la suite de la crise financière asiatique et russe de 1997-1998, la nécessité d'intégrer les pays émergents aux discussions multilatérales sur l'économie et la stabilité financière internationale s'est imposée. En 1999, onze nouveaux pays, dont neuf émergents, rejoignent le G8, qui, avec l'Union européenne, se transforme alors en G20². La participation des BRIC à ce lieu de concertation et d'échanges entre grandes nations est la première marque de reconnaissance de leur poids accru dans l'économie mondiale. Ils peuvent désormais faire entendre leurs voix et défendre les intérêts des pays du Sud face aux économies dominantes du Nord, États-Unis en tête.

Mais c'est surtout depuis le sommet des chefs d'État et de gouvernement de novembre 2008 à Washington que les BRIC ont réussi à véritablement s'imposer dans les discussions. Face à la crise des économies du Nord, ils s'impliquent dans un plan d'action exceptionnel visant à éviter l'effondrement du système financier et de l'économie mondiale. Ils profitent de cette rencontre pour faire avancer la réforme des modes de représentation et de vote dans les instances officielles du FMI et de la Banque mondiale et les mettre en adéquation avec leur poids économique.

Les émergents occupent également une place centrale dans les négociations au sein de l'OMC. Après l'entrée de la Chine en 2001 et de la Russie en 2012 (après dix-huit années de négociations), les quatre pays sont tous désormais membres de l'OMC. Partisans du multilatéralisme et de l'ouverture des marchés, ils n'hésitent pas à faire varier les coalitions pour défendre au mieux leurs intérêts et ceux des pays du Sud, quitte à bloquer les négociations face aux États-Unis et à l'Europe. C'est ce qui a expliqué l'échec des discussions lancées à Doha en 2001 sur le thème

« commerce et développement », jusqu'à ce qu'un accord historique soit finalement trouvé à Bali en décembre 2013, sous la présidence du Brésilien Roberto Azevêdo.

Le FMI et la Banque mondiale

Né de la Conférence de Bretton Woods en juillet 1944 pour assurer la stabilité du système financier international, le FMI est une institution officielle où chaque pays membre est représenté selon un système de quotes-parts basé sur sa position relative dans l'économie mondiale. Hérité de l'après-guerre, ce mode de représentation fait la part belle aux puissances occidentales, vainqueurs de l'époque. Depuis l'adhésion de la Russie en 1992, tous les BRIC sont membres du FMI. La sous-représentation des pays émergents tranche avec leur dynamisme économique, l'ouverture de leurs marchés et l'accumulation de leurs réserves de changes au cours de la dernière décennie.

Si les réformes de 2006 et surtout de 2008 ont permis un premier rééquilibrage, celui-ci demeure insuffisant. Le véritable changement de gouvernance est surtout attendu de la réforme de 2010, négociée lors de la réunion du G20 en Corée du Sud et qualifiée d'historique par l'ancien directeur Dominique Strauss Kahn. Elle prévoit le doublement des ressources financières de l'institution et la révision des quotes-parts des pays sur-représentés au profit des pays émergents et en développement dynamiques. Si cette réforme est adoptée, les droits de vote des États-Unis passeraient de 16,8 % actuellement à 16,5 % tandis que ceux des BRIC progresseraient de 9 % à 13,5 %. Les quatre pays feraient alors partie des dix plus gros actionnaires du FMI, la Chine devenant la troisième puissance de l'institution. L'Europe serait la principale perdante. Pourtant, après quatre ans de négociations, la réforme n'est toujours pas appliquée et la situation est, à l'heure actuelle, bloquée. Le 25 mars 2014, le congrès américain a refusé d'entériner la réforme pour des raisons officiellement

^[2] G8 : États-Unis, Japon, Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, Canada et Russie depuis 1998. G20 : G8 + Union européenne + Brésil, Argentine, Chine, Afrique du Sud, Australie, Arabie Saoudite, Mexique, Turquie, Corée du Sud, Inde, Indonésie. Le G20 représente désormais 85 % du PIB mondial et deux tiers de la population mondiale.

budgétaires, les États-Unis demeurant à ce jour le plus gros contributeur du FMI.

Ce retard de calendrier a conduit à un marchandage croissant de la part des pays émergents. Depuis la crise de 2008, certains d'entre eux se sont déclarés prêts à aider financièrement les économies de la zone euro, aux prises avec la crise des dettes souveraines, et à revoir à la hausse les accords de crédits bilatéraux avec le FMI, dans le cadre de ses ressources complémentaires. La Chine, le Brésil et la Russie ont ainsi proposé d'augmenter leur aide de 49 à 70 milliards de dollars. Mais dans ce contexte, le déblocage des fonds est devenu étroitement corrélé à l'adoption de la réforme de 2010.

Après avoir été pendant longtemps débiteurs nets, le Brésil, l'Inde et la Chine viennent désormais en aide à leurs anciens créanciers. Ce retournement des flux nets de capitaux des pays du Sud vers les pays du Nord marque un véritable tournant dans les relations financières internationales, qui justifie la présence des pays émergents à la table des grands argentiers de ce monde. C'est pourquoi la règle tacite et appliquée jusqu'à aujourd'hui, qui veut que la présidence du FMI revienne à un Européen, et celle de la Banque mondiale à un Américain, est de plus en plus obsolète. Pour autant, l'incapacité des pays émergents à s'entendre sur un candidat issu de leurs rangs, contrairement aux Européens, a permis que cette règle soit à nouveau appliquée lors du dernier renouvellement de la direction des deux institutions³.

Si la situation est bloquée au sein du FMI, la réforme engagée à la Banque mondiale a été plus facile. Moins politique, davantage orientée sur le financement des investissements de long terme, la Banque mondiale a vu la représentativité des pays émergents augmenter de 3,13 points, dont 2,97 points au profit de la Chine, du Brésil et de l'Inde, pour atteindre un total de 47 %. Elle pourrait même augmenter jusqu'à 50 % ultérieurement.

Vers le déploiement d'une coopération Sud-Sud...

Si les revendications des BRIC attestent leur volonté de s'impliquer activement dans la gouvernance mondiale, ils entendent développer simultanément une nouvelle forme de coopération entre pays du Sud qui contrebalancerait la domination occidentale et renforcerait leur *leadership*, au moins sur une partie du monde. Avec la création du sommet des BRIC en 2009, puis des BRICS en 2011 (avec l'adhésion de l'Afrique du Sud qui jette un pont avec l'Afrique), ils officialisent leur regroupement et montrent une nouvelle réalité géopolitique sur la scène internationale.

C'est pour contourner la Banque mondiale et le FMI qu'en 2012, lors du sommet des BRICS de New Delhi, ils mettent à l'ordre du jour la création d'une Banque de développement Sud-Sud. Proposé par les Indiens, le projet a été rapidement bouclé puisqu'il a été définitivement adopté lors du sommet des BRICS à Fortaleza (Brésil) du 14 au 16 juillet 2014. La Banque devrait mobiliser ses ressources pour financer des projets d'infrastructures et de développement durable dans les BRICS, et aussi probablement dans les autres pays émergents et en développement. Les besoins en infrastructure sont énormes, évalués à 4 500 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années. Les prêts pourraient être effectués en monnaie nationale, ce qui permettrait aux BRICS de s'affranchir du dollar. Le capital initial de la Banque serait fixé à 50 milliards de dollars (en comparaison, le capital de la Banque mondiale est de 223 milliards de dollars). Chacun des cinq pays membres serait contributeur à hauteur de 10 milliards de dollars. Cette répartition permettrait une représentation équilibrée des pays qui garantirait le processus démocratique au sein des instances de décision (contrairement au FMI et la Banque mondiale) et faciliterait l'ouverture à d'autres pays membres. Mais d'autres sujets sont encore en débat, et non des moindres.

³ L'Américain (né à Séoul) Jim Yong Kim a remplacé son compatriote Robert Zoellick à la tête de la Banque mondiale le 1^{er} juillet 2012. À la tête du FMI, c'est la Française Christine Lagarde qui a remplacé Dominique Strauss-Kahn à la suite de sa démission.